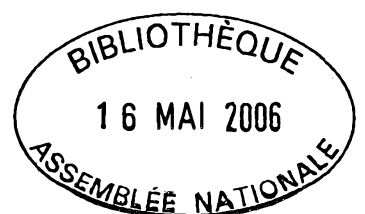


F34A1
C33
2006/07
3,1
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2006-2007

Demandes de renseignements **particuliers**
de l'Opposition officielle adressées
à la Ministre de la Famille,
des Aînés et de la Condition féminine

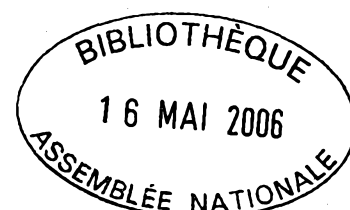
**SECRÉTARIAT À LA
CONDITION FÉMININE**



Étude des crédits 2006-2007

Demandes de renseignements **particuliers**
de l'Opposition officielle adressées
à la Ministre de la Famille,
des Aînés et de la Condition féminine

**SECRÉTARIAT À LA
CONDITION FÉMININE**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers – Condition féminine	
89.	<p>Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Date et contexte de création; b. Objectifs poursuivis; c. Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV; d. Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin; e. Indiquer le budget dévolu. 	1
90.	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1 ^{er} mai 2003 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	2
91.	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	3
92.	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2005-2006 indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation. 	4
93.	Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.	5
94.	Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.	6
95.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2005-2006 et comparaison avec les quatre années précédentes.	7
96.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2003-2004, 2004-2005 et pour 2005-2006.	8
97.	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006.	9
98.	<p>Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents; 	10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers – Condition féminine	
	<ul style="list-style-type: none"> b) liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents. 	
99.	Liste et copie de tous les sondages commandés en 2005-2006 incluant les coûts.	11
100.	Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.	12
101.	Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires déposés au Conseil des ministres en 2005-2006 et qui ont transité par le Secrétariat à la condition féminine.	13
102.	Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et prévisions des besoins d'effectifs pour 2006-2007.	14
103.	Suivi détaillé donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	15
104.	Liste des travaux effectués en 2005-2006 et ventilation des sommes liées au rapport de Jean Bernier, <i>Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel</i> . Prévisions des travaux et des sommes qui s'y rattacheront pour 2006-2007.	16
105.	Liste des nominations de femmes pour des postes de cadre, de professionnelle, de sous-ministre en titre, adjointe et associée pour l'année 2005-2006 dans la fonction publique et parapublique québécoise. Date d'entrée en fonction et durée du mandat.	17
106.	Nombre total de juges au 31 mars 2006 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.	18
107.	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conseils régionaux de développement (avant leur abolition), aux conférences régionales des élus, dans les commissaires scolaires et dans les conseils municipaux.	20
108.	Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2005-2006. Cibles visées pour 2006-2007.	21
109.	Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes pour l'année 2005-2006.	22
110.	Liste des organismes ayant reçu une subvention et ventilation des sommes accordées en 2005-2006 pour le programme <i>À égalité pour décider</i> .	24
111.	Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'analyse	28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers – Condition féminine	
	différenciée selon les sexes s'est appliquée en 2005-2006. Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'analyse différenciée selon les sexes. Résultats de cette analyse.	
112.	Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.	29
113.	Bilan détaillé et ventilation annuelle des mesures et sommes accordées depuis 2000 en lien avec la Marche mondiale des femmes. Ventilation spécifique à 2005-2006 et ventilation pour 2006-2007.	30
114.	Liste et copie des documents publiés par le Secrétariat à la condition féminine en 2005-2006.	32
115.	Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2005-2006 et bilan détaillé par catégorie d'action des dépenses liés au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Dépenses en publicité sur la violence conjugale pour l'hiver 2006 et nom de la publicité.	33
116.	Études, avis, analyses et recommandations à l'égard du système de perception des pensions alimentaires.	34
117.	État des travaux et bilan des actions engagées afin que la pension alimentaire reçue par les bénéficiaires de l'aide financière ne soit plus comptabilisée comme un revenu. Détails financiers de cette mesure.	35
118.	Liste des organismes voués à l'accueil et l'intégration des femmes immigrantes.	36
119.	Bilan du comité de travail interministériel qui a pour mandat « d'examiner les mesures de protection des droits accordés aux femmes migrantes victimes de trafic ». Liste des membres, nombre de rencontres tenues depuis sa création, copie des documents produits et échéancier.	37
120.	Bilan de la stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine.	39
121.	Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.	40
122.	Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVACS pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.	41
123.	Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2005-2006. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2006-2007 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2006-2007 en lien avec cette politique.	43
124.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2005-2006 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2006-2007.	44

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers – Condition féminine	
125.	Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.	45
126.	Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2005-2006. Ressources financières prévues pour 2006-2007. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. Copie des critères de financement.	49
127.	Bilan des mesures appliquées en 2005-2006 pour sensibiliser les jeunes à la violence. Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2006-2007.	52
128.	Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide, de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.	53
129.	Sommes accordées en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, sous réserve d'approbation des crédits, des sommes accordées pour le soutien aux organismes communautaires oeuvrant auprès des hommes violents. Liste détaillée des organismes.	54
130.	Copie de tous les documents relatifs aux grossesses précoces produits en 2005-2006.	57
131.	Bilan des mesures de soutien pour les mères adolescentes et ventilation des sommes qui y sont rattachées pour 2005-2006. Prévisions pour 2006-2007.	59

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

1

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP89

Titre

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années:

- a. Date et contexte de création;
- b. Objectifs poursuivis;
- c. Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;
- d. Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
- e. Indiquer le budget dévolu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP90

Titre

Copie des études, scénarios et/ou analyse réalisés depuis le 1^{er} mai 2003 concernant la régionalisation, la concentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : crétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP91

<p>Titre</p> <p>Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.</p>

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.</p>

SOURCE : Secrétariat du Ministère – 2006-04-24
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP92

Titre

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2005-2006, indiquer :

- a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
- d. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP93

<p>Titre</p> <p>Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.</p>

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.</p>

SOURCE : Secrétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP94

Titre

Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activités.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

7

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP95

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2005-2006 et comparaison avec les quatre années précédentes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP96

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2005-2006 et pour 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat du ministère

2006-04-26

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

9

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP97

Titre

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP98

Titre

Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :
a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
b. liste de personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP99

<p>Titre</p> <p>Liste et copie de tous les sondages commandés en 2005-2006, en incluant les coûts.</p>

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.</p>

SOURCE : Secrétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP100

<p>Titre</p> <p>Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.</p>
--

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.</p>

SOURCE : Secrétariat du ministère
COLLABORATION :
VALIDATION:

2006-04-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

13

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP101

Titre

Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires déposés au Conseil des ministres en 2005-2006 et qui ont transigé par le Secrétariat à la condition féminine.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP102

Titre

Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et prévisions des besoins d'effectifs pour 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse a été fournie dans les demandes de renseignements généraux du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP103– CONDITION FÉMININE

Suivi détaillé donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP104 – CONDITION FÉMININE

Liste des travaux effectués en 2005-2006 et ventilation des sommes liées au rapport de Jean Bernier, *Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel*. Prévisions des travaux et des sommes qui s'y rattacheront pour 2006-2007.

- Il appartient au ministre du Travail de vous informer des travaux réalisés en 2005-2006.

SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
2006-04-20

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP105 – CONDITION FÉMININE

Liste des nominations de femmes pour des postes de cadre, de professionnelle, de sous-ministre en titre, adjointe et associée pour l'année 2005-2006 dans la fonction publique et parapublique québécoise. Date d'entrée en fonction et durée du mandat.

La représentation des femmes pour le personnel d'encadrement supérieur et le personnel professionnel et enseignant au sein de la fonction publique québécoise en 2005 est la suivante :

	2005
Personnel d'encadrement supérieur	30, 8 %
Personnel professionnel et enseignant	44, 4 %

Pour les postes de sous-ministre en titre, adjointe et associée, voir le tableau à la question 109.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP106– CONDITION FÉMININE

Nombre total de juges au 31 mars 2006 pour chaque cour de juridiction québécoise.
Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.

Voir tableau ci-joint.

**REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE
DANS LA MAGISTRATURE
AU 31 MARS 2006**

COUR DU QUÉBEC	M	F
Chambre de la jeunesse	31	23
Chambre criminelle et pénale	54	15
Chambre civile	49	16
Juridiction mixte	45	24
TOTAL	179	78
COURS MUNICIPALES	81	8

RÉPARTITION PAR RÉGION	M	F
01 – Est du Québec	15	1
09 – Côte-Nord		
02 – Saguenay–Lac Saint-Jean	8	2
03 – Québec	31	11
04 – Mauricie-Bois-Francs	10	4
05 – Estrie	11	3
06A – Montréal	50	31
06E – Laval	1	5
07 – Outaouais	10	6
08 – Nord-Ouest	7	3
14 – Laurentides	13	4
14 – Lanaudière	5	1
16 – Montérégie	18	7
TOTAL	179	78

Bureau de la sous-ministre de la Justice
2006-04-19

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP107 – CONDITION FÉMININE

Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conseils régionaux de développement (avant leur abolition), aux conférences régionales des élus, dans les commissaires scolaires et dans les conseils municipaux.

Présence des femmes dans les lieux décisionnels

	Année 2005		
	Nombre femmes	Total	Femmes %
Municipal			
Maires et mairesses	147	1 124	13,1
Conseils municipaux	1 904	7 159	26,6
Conférence régionale des élus (CRE)*			
Conseil d'administration	178	655	27,2
Commissions scolaires			
Assemblée des commissaires	706	1 459	48,4
Présidence	28	71	39,4

* En 2002, il y avait 30,2 % de femmes dans les conseils d'administration des conseils régionaux de développement (CRD).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP108 – CONDITION FÉMININE

Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2005-2006. Cibles visées pour 2006-2007.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a rendu public son « Rapport triennal 2001-2004 » sur la situation des organismes soumis à la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*. Au 31 mars 2004, 618 organismes étaient visés par la Loi. Le rapport est disponible sur le site Internet de la CDPDJ.

SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
2006-04-20

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP109– CONDITION FÉMININE

Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints dirigeants d'organismes pour l'année 2005-2006.

Voir document ci-joint.

**REPRÉSENTATION FÉMININE PARMI LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR À TEMPS PLEIN
NOMMÉS À LA PRÉROGATIVE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2006**

	SITUATION AU 31 MARS 2006			
	H	F	TOTAL	% F
SM	17	8	25	32,0 %
SMA	72	36	108	33,3 %
Délégués généraux	5	1	6	16,7 %
Délégués	1	2	3	66,7 %
Chefs de poste	2	0	2	0 %
TOTAL :	97	47	144	32,6 %
Présidents	83	34	117	29,1 %
Vice-présidents	41	23	64	35,9 %
Secrétaires	0	0	0	0 %
Membres	192	144	336	42,9 %
TOTAL :	316	201	517	38,9 %
Présidents	15	2	17	11,8 %
Vice-présidents	4	0	4	0 %
Secrétaires	0	0	0	0 %
Membres	2	0	2	0 %
TOTAL :	21	2	23	8,7 %
TOTAL GLOBAL :	434	250	684	36,5 %

Secrétariat aux emplois supérieurs
(2006-04-19)

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP110 – CONDITION FÉMININE

Liste des organismes ayant reçu une subvention et ventilation des sommes accordées en 2005-2006 pour le programme *À égalité pour décider*.

Voir document ci-joint.

LISTE DES ORGANISMES DONT LES PROJETS SONT SUBVENTIONNÉS

Organismes locaux et régionaux

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
01 – Bas-Saint-Laurent	▪ Centre de femmes de la Vallée de la Matapédia	9 000 \$
	▪ Centre des femmes du Témiscouata	16 750 \$
	▪ Centre Femmes de la Mitis	19 900 \$
	▪ Centre-Femmes Catherine Leblond	18 250 \$
	▪ Regroupement des femmes de la région de Matane	14 500 \$
	▪ Table de concertation du Bas-Saint-Laurent	18 000 \$
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	▪ Centre de femmes Mieux-Être de Jonquière	17 500 \$
	▪ Ligue des droits et libertés Saguenay–Lac-Saint-Jean	22 500 \$
	▪ Syndicat des agricultrices du Saguenay–Lac-Saint-Jean	8 200 \$
	▪ Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay–Lac-Saint-Jean	29 500 \$
03 – Québec	▪ Association YWCA de Québec	18 000 \$
	▪ Centre d'amitié autochtone de Québec	14 500 \$
	▪ Centre-Femmes aux Plurielles	18 000 \$
	▪ Maison communautaire de Missinak	17 000 \$
	▪ Regroupement des groupes de femmes de la région 03	18 000 \$
04 – Mauricie	▪ Centre de femmes l'Héritage	24 200 \$
	▪ Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	18 000 \$
05 – Estrie	▪ Centre pour femmes immigrantes	10 000 \$
	▪ Coopérative de solidarité Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit	18 000 \$
	▪ Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	16 000 \$
	▪ Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale (PEPINES)	18 000 \$

REGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
06 – Montréal	<ul style="list-style-type: none"> Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes Centre de femmes de Pointe-aux-Trembles Centre des femmes de Rosemont Collectif des femmes immigrantes du Québec Ébène Média La Marie Debout Table des groupes de femmes de Montréal Y des femmes de Montréal 	5 000 \$ 18 000 \$ 23 800 \$ 18 000 \$ 13 000 \$ 10 000 \$ 18 000 \$ 17 500 \$ 22 000 \$
07 – Outaouais	<ul style="list-style-type: none"> Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) Association des femmes immigrantes de l'Outaouais 	18 000 \$ 27 900 \$
08 – Abitibi-Témiscamingue	<ul style="list-style-type: none"> Centre de femmes du Témiscamingue Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue 	12 900 \$ 17 500 \$
09 – Côte-Nord	<ul style="list-style-type: none"> Club politique féminin Côte-Nord Regroupement des femmes de la Côte-Nord Regroupement local des femmes innues de la communauté de Ekuanitshit 	28 300 \$ 20 000 \$ 17 500 \$
10 – Nord-du-Québec	<ul style="list-style-type: none"> Centre indien Cri de Chibougamau Comité condition féminine Baie-James 	10 500 \$ 17 500 \$
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	<ul style="list-style-type: none"> Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles 	18 000 \$
12 – Chaudière-Appalaches	<ul style="list-style-type: none"> Centre Femmes Référence Amiante Centre-Femmes de Lotbinière Centre-Femmes La Jardilec Femmes d'influenceS 	12 800 \$ 10 500 \$ 14 500 \$ 7 000 \$

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
	<ul style="list-style-type: none"> Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches Vision Femmes Beauce-Sartigan 	18 000 \$ 15 500 \$
13 – Laval	<ul style="list-style-type: none"> Table de concertation de Laval en condition féminine 	18 000 \$
14 – Lanaudière	<ul style="list-style-type: none"> Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière 	17 500 \$
15 – Laurentides	<ul style="list-style-type: none"> Réseau des femmes des Laurentides 	18 000 \$
16 – Montérégie	<ul style="list-style-type: none"> Convergence Femmes Roussillon Le Réseau des élues de la Montérégie Maison internationale de la Rive-Sud 	17 500 \$ 18 000 \$ 12 500 \$
17 – Centre-du-Québec	<ul style="list-style-type: none"> Syndicat des agricultrices du Centre-du-Québec Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec 	5 000 \$ 18 000 \$

ORGANISMES NATIONAUX

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Collectif Féminisme et Démocratie	18 000 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	11 000 \$
Égale Action	9 000 \$
Fédération des femmes du Québec	16 000 \$
Femmes autochtones du Québec	11 000 \$
Groupe Femmes, Politique et Démocratie	18 000 \$
Réseau québécois des femmes en environnement	17 000 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP111– CONDITION FÉMININE

Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'ADS s'est appliquée en 2005-2006. Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'ADS. Résultats de cette analyse.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Fiche : RP112- CONDITION FÉMININE

Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP113- CONDITION FÉMININE

Bilan détaillé et ventilation annuelle des mesures et sommes accordées depuis 2000 en lien avec la Marche mondiale des femmes. Ventilation spécifique à 2005-2006 et ventilation pour 2006-2007.

Depuis 2003, le gouvernement agit dans plusieurs domaines qui sont directement en lien avec les problématiques soulevées lors de la Marche mondiale de l'an 2000.

Pour le gouvernement, la violence faite aux femmes est inacceptable. Les actions engagées jusqu'à présent le prouvent. L'investissement financier du gouvernement dépasse ses engagements.

Que ce soit dans le domaine de l'emploi, des logements sociaux et de la pauvreté ou pour soutenir les femmes et les familles à faible revenu, le gouvernement agit. Dans certains secteurs comme le logement social, il dépasse même ses engagements initiaux. C'est dire toute l'importance que le gouvernement accorde aux revendications de la Marche mondiale des femmes.

Parmi les éléments essentiels de la réponse gouvernementale et du suivi de la Marche mondiale des femmes, il importe de souligner par exemple :

Égalité

- **La création du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine** auquel est rattaché le Secrétariat à la condition féminine.
- **L'élaboration d'une politique gouvernementale en vue de l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre.**
- **L'implantation dans les ministères et organismes de l'analyse différenciée selon les sexes**, cet outil de gestion qui vise à accroître l'efficacité des décisions, à favoriser une utilisation optimale des fonds publics, à prévenir les situations d'inégalités entre les femmes et les hommes et ainsi à mieux servir les citoyennes et les citoyens du Québec.

Liberté

- **La mise en place d'un comité de travail** qui a pour mandat « d'examiner les mesures de protection des droits accordés aux femmes migrantes victimes de traite, et ce, dans le respect des compétences du gouvernement du Québec et d'examiner les possibilités de négocier une entente avec le gouvernement fédéral sur cette question ». **Ce comité, présidé par le ministère de la Justice, est composé des ministères de l'Immigration et des Communautés culturelles, de la Sécurité publique et de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine.**

Le comité mis en place s'est déjà réuni à quelques reprises. Il a rencontré notamment la représentante de l'Association des aides familiales. En avril et mai 2006, il rencontrera une représentante de l'Association des femmes philippines (PINAY) ainsi que des chercheuses de l'Université du Québec à Montréal. La fin des travaux est prévue en 2007.

Sécurité

- Un investissement de 2,5 milliards de dollars au cours des prochaines années pour réaliser le *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.
- Un réinvestissement de 482 millions de dollars sur cinq ans dans le régime d'aide financière aux études.

Justice

- La mise en place en janvier 2006 d'un groupe de travail portant sur la **protection sociale des personnes salariées d'agence de placement de personnel** dont le mandat est « de faire le point sur les pratiques contractuelles de l'industrie du placement temporaire et de proposer des solutions aux iniquités constatées en ce domaine ». Le groupe de travail est **présidé par le ministère du Travail** et composé, entre autres, des personnes mandatées par le **Conseil du patronat du Québec**, l'**Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel**, l'**organisme Au Bas de l'échelle**, la **Fédération des femmes du Québec** et le **Secrétariat à la condition féminine** rattaché au ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine.

Le comité mis en place s'est déjà réuni à deux reprises et plusieurs rencontres sont prévues d'ici l'été 2006.

Paix

- Depuis 2003, le **gouvernement a déjà investi et investira, jusqu'en 2009, 90 M\$** pour contrer la violence faite aux femmes.
 - Les sommes additionnelles investies depuis mai 2003 par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour consolider le financement des groupes intervenant auprès des femmes victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle totalisent près de 25 M\$:
 - un montant de **17 M\$** a été accordé aux maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale, ce qui portera leur financement total à 49 M\$ sur une base annuelle récurrente en 2006-2007;
 - un montant de **4,5 M\$** a été accordé aux centres de femmes portant ainsi leur financement en 2006-2007 à 15,6 M\$;
 - un montant de **1,5 M\$** a été accordé aux ressources pour conjoints violents portant leur financement à 4,5 M\$ en 2006-2007;
 - et un montant de a été accordé aux Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) portant leur financement en 2006-2007 à 8,2 M\$.
- Un investissement de **65 millions** de dollars pour réaliser les actions inscrites au *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, **incluant une campagne de sensibilisation sur la violence conjugale. Cette campagne a débuté le 8 mars 2006.** Elle vise à diminuer l'incidence de la violence dans un contexte conjugal tout comme à réduire la tolérance sociale face à ce type de violence subie généralement par des femmes.
- Faisant suite à un engagement du ministère de la Justice dans le *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, **un amendement fut introduit au Code civil du Québec le 14 décembre 2005.** Le nouvel article 1974.1 C.c. permet à une victime de violence conjugale ou d'agression à caractère sexuel d'obtenir la résiliation de son bail au motif que sa sécurité ou celle d'un enfant est menacée. L'entrée en vigueur de la disposition est fixée au 1^{er} avril 2006.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP114- CONDITION FÉMININE

Liste et copie des documents publiés par le Secrétariat à la condition féminine en 2005-2006.

- **L'expérimentation de l'analyse différenciée selon les sexes au gouvernement du Québec : ses enseignements et ses retombées – Rapport (période 1997-2004)** – Réalisé par le ministère du Conseil exécutif, le Secrétariat du Conseil du trésor et le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
- **L'expérimentation de l'analyse différenciée selon les sexes au gouvernement du Québec : ses enseignements et ses retombées – Rapport synthèse (période 1997-2004)** – Réalisé par le ministère du Conseil exécutif, le Secrétariat du Conseil du trésor et le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (disponible également en version anglaise)
- **Programme À égalité pour décider 2006-2007** – Guide d'information et formulaire d'inscription déposés sur le site Internet du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (guide disponible également en version anglaise)
- **Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale, Volet autochtone** – Édition originale produite par le ministère de la Justice, adaptation par le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (disponible en versions anglaise et française)

*Documents disponibles pour consultation
au Secrétariat de la Commission des
Affaires sociales*

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP115- CONDITION FÉMININE

Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2005-2006 et bilan détaillé par catégorie d'action des dépenses liées au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Dépenses en publicité sur la violence conjugale pour l'hiver 2006 et nom de la publicité.

- Documents relatifs à la violence conjugale :
 - Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale – Volet autochtone / Government Action Plan 2004-2009 on Domestic Violence – Component on Native communities (voir RP115, annexes 8 et 9)
 - Présentation power point au 3^e Congrès international francophone sur l'agression sexuelle (CIFAS) « Coopérer au-delà des frontières » (Octobre 2005)
 - Présentation power point à l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes « Secret professionnel et confidentialité : Comment réagir quand une personne est en danger? » – Les enjeux éthiques de l'intervention gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle (Février 2006)
 - Présentation power point au Forum des sous-ministres « La violence conjugale et les agressions à caractère sexuel » – Coordination de la concertation interministérielle (Mars 2006)
- Bilan détaillé (voir Tableau de bord des réalisations 2004-2009)
- Campagne de sensibilisation *NON-violence conjugale* (Mars 2006)

Message télé :	438 854 \$
Action mode :	2 750 \$ (honoraires de recherche)
Action musique :	2 875 \$ (honoraires de recherche)
Relations publiques :	25 825 \$
Affiche :	4 345 \$
Logo :	4 285 \$
Omnibus :	6 800 \$
 Total :	 485 734 \$

*Annexes disponibles pour consultation
au Secrétariat de la Commission des
Affaires sociales*

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP116- CONDITION FÉMININE

Études, avis, analyses, recommandations à l'égard du système de perception des pensions alimentaires.

En août 2005, à Cincinnati, la National Child Support Enforcement Association a décerné à Revenu Québec une mention honorable pour la qualité du Programme de perception des pensions alimentaires et pour l'excellence de ses résultats.

Le Programme de perception des pensions alimentaires québécois est l'un des plus performants au Canada, selon le rapport *Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2004-2005*, publié en janvier 2006 par Statistique Canada.

Selon les données disponibles de mars 2005, 78 % des paiements ont été effectués à temps et en entier alors que ce taux variait de 55 % à 68 % pour les cinq autres provinces mentionnées dans ce rapport.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP117- CONDITION FÉMININE

État des travaux et bilan des actions engagées afin que la pension alimentaire reçue par les bénéficiaires de l'aide financière ne soit plus comptabilisée comme un revenu. Détails financiers de cette mesure.

- Dans le programme de l'assistance-emploi, le gouvernement a procédé à une amélioration du traitement fiscal des pensions alimentaires, en étendant l'exemption partielle de 100 \$ par mois à tous les enfants pour lesquels une pension alimentaire est versée. Cette modification est en vigueur depuis janvier 2006 et permet la mise en œuvre de l'une des mesures du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.
- Par ailleurs, le traitement fiscal de la Prime au travail dans le cadre des pensions alimentaires constitue une amélioration par rapport à l'ancien programme, soit le programme APPORT. En effet, le calcul de la Prime au travail, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005, ne considère pas les revenus de pension alimentaire, tandis que le programme APPORT considérait les premiers 1200 \$ de pension alimentaire.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP118– CONDITION FÉMININE

Liste des organismes voués à l'accueil et l'intégration des femmes immigrantes.

Liste des organismes voués à l'accueil et l'intégration des femmes immigrantes

- Collectif des femmes immigrantes du Québec
- Centre communautaire des femmes sud-asiatiques
- Centre des femmes de Montréal
- Association des femmes immigrantes de l'Outaouais
- Petites Mains
- Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)

Source : MICC - 2006-05-02

SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
2006-05-02

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP119- CONDITION FÉMININE

Bilan du comité de travail interministériel qui a pour mandat « d'examiner les mesures de protection des droits accordés aux femmes migrantes victimes de trafic ». Liste des membres, nombre de rencontres tenues depuis sa création, copie des documents produits et échéancier.

Le 8 mars 2005, cinq revendications ont été adressées au gouvernement du Québec dans le cadre de la Marche mondiale des femmes 2005. En ce qui concerne la traite des femmes, les coordonnatrices de la Marche, sous l'égide de la FFQ, ont réclamé **que le gouvernement négocie une entente avec le gouvernement du Canada afin de protéger les droits des femmes migrantes victimes de trafic et d'empêcher toute expulsion ou déportation de celles-ci.**

En octobre 2005, le gouvernement du Québec a répondu positivement à la demande de la FFQ et a mis en place un **comité de travail** qui a pour mandat « d'examiner les mesures de protection accordées aux femmes migrantes victimes de trafic, et ce, dans le respect des compétences du gouvernement du Québec et d'examiner les possibilités de négocier une entente avec le gouvernement fédéral ».

Ce comité, présidé par le ministère de la Justice, est composé des ministères de l'Immigration et des Communautés culturelles, de la Sécurité publique et de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (volet condition féminine).

L'annonce de la création de ce comité s'est faite par voie de communiqué dans le cadre des réponses du gouvernement du Québec aux revendications québécoises de la Marche mondiale des femmes 2005, le 17 octobre dernier.

Le comité mis en place s'est déjà réuni à quelques reprises. Il a rencontré notamment la représentante de l'Association des aides familiales de Montréal. En avril et mai 2006, il rencontrera une représentante de l'Association des femmes philippines (PINAY) ainsi que des spécialistes de l'Université du Québec à Montréal.

Par ailleurs en décembre 2005, le gouvernement fédéral adoptait le projet de loi C-49. L'objet de cette loi est de créer de nouvelles infractions au Code criminel en vue de poursuivre plus efficacement les personnes qui se livrent à la traite des êtres humains.

Voir document joint.

**DATES DES RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL
SUR LA TRAITE DES PERSONNES**

38

R-1 14 novembre 2005
R-2 9 décembre 2005
R-3 7 février 2006
R-4 19 avril 2006
R-5 16 mai 2006

**MEMBRES DU COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL
SUR LA TRAITE DES PERSONNES**

<p><i>M^e MARTINE BÉRUBÉ, présidente</i> Ministère de la Justice Direction générale des poursuites publiques 1200, route de l'Église, 9^e étage Québec (Québec) G1V 4M1 Tél. : (418) 643-9059 poste 20854 Télécopieur : (418) 644-5498 mberube@justice.gouv.qc.ca</p>	<p><i>M^e ANA-MARINA IONESCU, secrétaire</i> Ministère de la Justice Direction générale des poursuites publiques 1200, route de l'Église, 9^e étage Québec (Québec) G1V 4M1 Tél. : (418) 643-9059 poste 20856 Télécopieur : (418) 644-5498 amionescu@justice.gouv.qc.ca</p>
<p><i>Madame HÉLÈNE CADRIN</i> Secrétariat à la condition féminine 905, Honoré Mercier, 3^e étage Québec (Québec) G1R 5M6 Téléphone : (418) 644-4408 Télécopieur : (418) 643-4991 helene.cadrin@scf.gouv.qc.ca</p>	<p><i>Madame HÉLÈNE SIMON</i> Ministère de la Sécurité publique Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité 2525, boulevard Laurier, 4^e étage Tour du Saint-Laurent Québec (Québec) G1V 2L2 Téléphone : (418) 646-6708 Télécopieur : (418) 646-3564 helene.simon@msp.gouv.qc.ca</p>
<p><i>Madame DENYSE BEAUDRY</i> Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles Secrétariat général 360, rue McGill, 4^e étage Montréal (Québec) H2Y 2E9 Téléphone : (514) 873-5900 Télécopieur : (514) 864-3844 denyse.beaudry@micc.gouv.qc.ca</p>	<p><i>Madame CHANTAL DROLET</i> Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles Direction des politiques et programmes d'immigration familiale, sociale et humanitaire 360, rue McGill, bureau 3.15 Montréal (Québec) H2Y 2E9 Téléphone : (514) 873-5914 poste 27024 Télécopieur : (514) 864-2796 chantal.drolet@micc.gouv.qc.ca</p>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP120– CONDITION FÉMININE

Bilan de la Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine.

- À l'automne 2005, le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS) a formé un comité pour réaliser le bilan annuel 2004-2005 ainsi qu'un bilan global de la mise en œuvre, depuis 2001, de la Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine par Emploi-Québec.
- Il est prévu qu'un rapport sera déposé à l'automne 2006. À la suite de ces travaux, des ajustements pourraient être apportés afin notamment de mieux répondre aux nouvelles réalités du marché du travail.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP121– CONDITION FÉMININE

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

En 2005-2006, le MSSS a versé 7 110 327 \$ aux 38 organismes communautaires qui offrent des services aux adolescentes et aux femmes victimes d'agression sexuelle. Cette somme est récurrente annuellement. La grande majorité de ces organismes sont des CALACS. Ce montant inclut le financement du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP122– CONDITION FÉMININE

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVAC pour l'année 2005-2006. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Voir document ci-joint.

SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
2006-04-20

Tableau présentant l'aide financière accordée aux CAVAC en 2005-2006

CAVAC	Ouverture	2005-2006
Québec	Juin 1988	440 313 \$
Montréal	Novembre 1988	993 225 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Janvier 1989	337 104 \$
Outaouais	Novembre 1989	396 277 \$
Bas-Saint-Laurent	Février 1990	589 587 \$
Mauricie	Février 1990	565 771 \$
Montréal	Mars 1990	574 836 \$
Laval	Mars 1991	187 070 \$
Estrie	Novembre 1992	558 344 \$
Laurentides	Décembre 1992	439 864 \$
Lanaudière	Mars 1998	367 765 \$
Côte-Nord	Novembre 2001	372 369 \$
Abitibi-Témiscamingue	Juin 2002	485 516 \$
Gaspésie/ Îles-de-la-Madeleine	Février 2003	286 166 \$
Centre-du-Québec	Avril 2003	272 644 \$
Inuit	Octobre 2004	50 000 \$
Cris		-----
TOTAL		6 916 851 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP123- CONDITION FÉMININE

Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2005-2006. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2006-2007 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2006-2007 en lien avec cette politique.

La mise en œuvre du plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle, rendu public en 2001, s'est terminée en mars 2006. Un bilan de sa mise en œuvre est prévu.

Le 13 décembre 2005, le **comité des sous-ministres** en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle coprésidé par le MFACF et le MJQ a confié au comité interministériel le mandat suivant :

- **produire un rapport synthèse** portant sur la mise en œuvre des engagements gouvernementaux 2001-2006 contenus au plan d'action en matière d'agression sexuelle (Dépôt prévu à l'automne 2006);
- **élaborer un nouveau plan d'action gouvernemental quinquennal** en matière d'agression sexuelle devant succéder à celui de 2001 (Dépôt prévu en **décembre 2007**);
- prolonger la mise en œuvre de l'actuel plan d'action en matière d'agression sexuelle jusqu'à la publication du nouveau plan d'action 2007-2012 en matière d'agression sexuelle.

En vue d'élaborer le nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle (2007-2012), le comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle rencontrera au cours du mois de septembre et d'octobre 2006 certains groupes spécialisés en matière d'agression sexuelle dont le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles (CALACS), le Regroupement des Équipes Espace (prévention auprès des enfants) et le Regroupement des Intervenantes et Intervenants auprès des délinquants sexuels (RIMAS).

Le comité interministériel rencontrera également l'ensemble de son comité conseil en février 2007.

Ces décisions démontrent la volonté gouvernementale de contrer encore plus efficacement les agressions à caractère sexuel et de venir en aide aux personnes qui en sont victimes. De plus, le nouveau plan d'action permettra de rejoindre des groupes plus particulièrement vulnérables à cette forme d'agression, notamment les femmes autochtones, les femmes handicapées et les femmes issues des communautés culturelles.

En matière de violence conjugale et d'agression sexuelle

Faisant suite à un engagement du ministère de la Justice dans le *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, un amendement fut introduit au Code civil du Québec le 14 décembre 2005. Le nouvel article 1974.1 C.c. permet à une victime de violence conjugale ou d'agression à caractère sexuel, d'obtenir la résiliation de son bail au motif que sa sécurité ou celle d'un enfant est menacée.

Cette disposition législative est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2006.

Pour la répartition des sommes octroyées par les différents ministères en lien avec leurs engagements, on peut consulter le *Tableau de bord de la réalisation des mesures du plan d'action 2001-2006* *.

* Document disponible pour consultation
au Secrétariat de la Commission des
Affaires sociales

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP124- CONDITION FÉMININE

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2005-2006 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2006-2007.

Depuis 2003, le gouvernement a déjà investi et investira, jusqu'en 2009, 90 M\$ pour contrer la violence faite aux femmes et aux enfants qui en sont victimes.

Les sommes investies par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour consolider le financement des groupes intervenant auprès des femmes victimes de violence conjugale et des femmes et des enfants victimes d'agression sexuelle totalisent près de **25 M\$** :

- un montant de **17 M\$** a été accordé aux maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale, ce qui portera leur financement total à **49 M\$** sur une base annuelle récurrente en 2006-2007;
- un montant de **4,5 M\$** a été accordé aux centres de femmes portant ainsi leur financement en 2006-2007 à **15,6 M\$**;
- un montant de **1,5 M\$** a été accordé aux ressources pour conjoints violents portant leur financement à **4,5 M\$** en 2006-2007;
- et un montant de **1 M\$** a été accordé aux Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) portant leur financement en 2006-2007 à **8,2 M\$**.

De plus, on estime minimalement à **65 M\$** les sommes qui seront investies sur cinq ans pour la mise en œuvre des nouveaux engagements du *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale* adopté le 8 décembre 2004.

Dans le cadre de ce plan d'action, le gouvernement investit une somme additionnelle d'un million de dollars sur deux ans pour réaliser la campagne de sensibilisation sur la violence conjugale à laquelle participent le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour les femmes victimes de violence conjugale et Accord Mauricie de Trois-Rivières (Services pour conjoints violents).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP125- CONDITION FÉMININE

Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.

Les centres de femmes recevront un financement de 15,6 M\$ incluant l'annualisation de 2,5 M\$ en 2006-2007.

Pour l'exercice 2005-2006, 122 centres de femmes et un porte-parole, soit L'R des centres de femmes, ont reçu un montant global de 14,7 M\$.

L'allocation des subventions associées à l'exercice 2006-2007 se fera conjointement avec les personnes représentantes du MSSS et de L'R des centres de femmes. L'objectif visé sera de consolider l'offre de services des centres de femmes. Les critères de financement associés à la mission globale des centres de femmes respectent le Cadre de référence d'action communautaire du gouvernement du Québec.

SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
2006-05-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006/2007

QUESTION 8SS

Centres de femmes
Exercices financiers 2005-2006

46

Region	Nbre	No.org./subv.	Centres de femmes reconnus	Total des montants engagés
Mission globale				2005-2006
01		0473-9843	Centre de femmes de la Vallée de la Matapédia inc.	124 824 \$
01		0335-3893	Centre des femmes du Témiscouata	124 943 \$
01		0653-7781	Centre Femmes de la Mitis	124 789 \$
01		0298-4409	Centre-femmes Catherine Leblond inc.	125 744 \$
01		0282-6782	Centre-femmes du Grand-Portage	128 090 \$
01		0660-1033	Centre-femmes La passerelle du Kamouraska	127 289 \$
01		0284-8166	La maison des femmes de la région de Rimouski	129 737 \$
01		0424-4018	Le centre des femmes du O-Pays	124 953 \$
01		0445-2702	Regroupement des femmes de la région de Matane	124 824 \$
Bas-St-Laurent				9
				1 135 193 \$
02		0324-4811	Centre de femmes "La Source" Inc.	113 284 \$
02		0371-4383	Centre de femmes au Quatre-Temps	113 284 \$
02		0271-2073	Centre de femmes mieux-être de Jonquière Inc.	122 488 \$
02		0460-5416	Centre femmes du pays Maria-Chapdelaine	117 930 \$
Saguenay-Lac-St-Jean				4
				466 986 \$
03	X	0460-5408	Centre des femmes de Charlevoix	150 042 \$
03	X	0468-6028	Centre femmes aux 3 A de Québec Inc.	155 210 \$
03	X	0301-0089	Centre international des femmes Québec	133 672 \$
03		0568-8379	Centre ressources pour femmes de Beauport (CRFB)	101 669 \$
03	X	0460-5424	Centre-femmes aux plurielles	160 738 \$
03		0459-2150	Centre-femmes d'aujourd'hui	137 260 \$
03		0384-2408	Le centre des femmes de la Basse-Ville	169 850 \$
Québec				7
				1 008 441 \$
04		0316-4126	Centre de femmes de Shawinigan inc.	133 682 \$
04		0404-2123	Centre de femmes parmi elles	124 532 \$
04		0531-4711	Centre des femmes l'Héritage	124 527 \$
04		0404-2933	Collectif des femmes de Nicolet & région	124 532 \$
04		0655-2657	Femmes de Mékinac	114 824 \$
04		0298-1850	La maison des femmes des Bois-Francs inc.	129 146 \$
04		0320-9491	Maison des femmes de Drummondville	137 245 \$
Maurice-Bois-Francs				7
				888 488 \$
05		0384-1186	Centre des femmes de la Mrc du Granit	114 932 \$
05		0384-2416	Centre des femmes du Val St-François	124 426 \$
05		0438-6082	Centre des femmes la parolière	114 953 \$
05		0564-9025	Centre des femmes Memphrémagog	119 728 \$
05		0301-7142	Centre des femmes-Lennoxville et environs	114 918 \$
05	X	0463-1636	Centre pour femmes immigrantes de Sherbrooke	114 860 \$
05		0404-2107	Passerelle de Weedon	119 712 \$
Estrie				7
				823 529 \$
06		0657-7159	Afrique au féminin	114 631 \$
06		0438-6116	Carrefour des femmes d'Anjou	114 741 \$
06		0540-4272	Carrefour des femmes de St-Léonard	128 072 \$
06		0324-6667	Centre communautaire des femmes Sud-Asiatique	114 601 \$
06	X	0649-5345	Centre d'aide à la famille	101 516 \$
06	X	0226-7938	Centre de santé des femmes de Montréal inc.	66 727 \$
06		0287-8221	Centre d'éducation et d'action des Femmes de Montréal Inc.	144 315 \$
06	X	0209-7319	Centre des femmes de Montréal	137 007 \$
06		0637-1199	Centre des femmes de Point-aux Trembles	136 796 \$
06		0371-5422	Centre des femmes de Rosemont	119 521 \$
06		0404-2941	Centre des femmes de St-Laurent inc.	124 207 \$
06		0311-5557	Centre des femmes de Verdun Inc.	124 204 \$
06		0486-2371	Centre des femmes d'ici et d'ailleurs	114 668 \$
06		0404-2073	Centre des femmes du Plateau Mont-Royal	124 207 \$
06	X	0649-5352	Centre des femmes Interculturel Claire	76 017 \$
06		0315-4101	Centre des femmes Italiennes de Montréal Inc.	124 066 \$
06		0384-2424	Centre des femmes Rivière-des-Prairies	119 518 \$
06	X	0649-5360	Centre des femmes West Island	76 017 \$
06	X	0347-0705	Collectif des femmes immigrantes du Québec	76 019 \$
06	X	0404-2081	Concertation femme	119 518 \$
06		0649-5428	Femmes du monde à Côte-des-Neiges	133 248 \$

2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006/2007

QUESTION 8SS

Centres de femmes
Exercices financiers 2005-2006

Région	Membres	No. organisme	Centres de femmes reconnus	Total des montants engagés
			Mission globale	2005-2006
06		0403-8477	Halte-femme Montreal-Nord	209 498 \$
06		0269-5021	Info-femmes Inc.	119 518 \$
06	X	0246-5763	La fondation du refuge pour femmes chez Doris Inc.	157 994 \$
06	X	0565-5998	La maison des femmes sourdes de Montréal	114 636 \$
08		0368-9270	La Marie debout, centre d'éducation des femmes	119 532 \$
06	X	0577-4609	Le groupe d'intervention en violence conjugale chez les lesbiennes	
06		0308-1132	L'Echo des femmes de la petite patrie	124 178 \$
06		0326-5113	Madame prend congé, centre de femmes de Pointe St-Charles	124 171 \$
Montréal-Centre			29	3 359 143 \$
07		0424-2681	Antre-Hulloises Inc.	118 169 \$
07		0384-0493	Le Centre Actu-Elle	113 981 \$
07		0577-2231	Le centre d'entraide La Destinée	97 774 \$
Outaouais			3	329 924 \$
08		0429-6489	Centre de femmes l'Erigé	118 676 \$
08		0473-8845	Collectif féministe de Rouyn-Noranda	132 414 \$
08		0362-6454	Le Comité de la condition féminine au Témiscamingue	127 923 \$
Abitibi-Témiscamingue			3	379 013 \$
09		0424-2707	Alliance des femmes de Sacré-Cœur	128 573 \$
09		0241-2005	Centre de femmes "l'Étincelle"	128 830 \$
09	X	0295-5201	Centre des femmes de Forestville Inc.	128 515 \$
09		0464-9315	Centre femmes aux quatre vents	128 460 \$
09		0565-5303	Centre le volet des femmes	132 883 \$
Côte-Nord			5	647 261 \$
10		0282-1247	Centre de femmes les "Elles" du Nord	135 729 \$
10		0664-5766	Centre de femmes les "Essentielles" de Chapais	84 817 \$
10	?	0690-3066	Centre de femmes Uni-vers-Elles	50 000 \$
10	X	0657-7142	Femmes d'actions, femmes de résultats	83 230 \$
10		0561-8889	Ilot d'Espoir	118 329 \$
10		0663-6807	Regroupement des femmes de Valcanton	84 430 \$
Nord-du-Québec			8	556 535 \$
11		0463-1644	Centr'elles comité d'action des femmes d'Avignon	119 711 \$
11		0619-0631	Femmes " Entre - Elles "	114 872 \$
11		0445-2694	Femmes en mouvement Inc.	124 442 \$
11		0298-4425	Regroupement des femmes de Gaspé inc.	114 945 \$
11		0336-1433	Regroupement des femmes La Sentinelle inc.	114 943 \$
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine			5	588 913 \$
12		0642-4113	Centre Femmes L'Ancre	117 341 \$
12		0322-3476	Centre-Femme de Beauce Inc.	143 852 \$
12		0371-7089	Centre-femmes "La Jardilec" Inc.	130 336 \$
12		0650-9400	Centre-femmes de Bellechasse	83 122 \$
12		0445-0631	Centre-femmes de Lotbinière	148 329 \$
12		0371-5463	Le centre de référence pour les femmes de la Région de Thetford Mines	134 256 \$
Chaudière-Appalaches			6	757 236 \$
13		0300-2250	Centre des femmes de Laval	171 406 \$
Laval			1	171 406 \$
14		0485-5037	"Au cœur des femmes" Centre pour femmes	123 951 \$
14		0373-7699	Avec des elles Inc.	108 472 \$
14		0373-7756	Centre Arc-en-ci-elle Inc.	108 389 \$
14		0373-7780	Centre de F.A.M. Des Moulins	108 391 \$
14		0541-5385	Centre de femmes Marie-Dupuis	108 340 \$
14		0493-9666	Centre de femmes Montcalm	108 408 \$
14		0460-5531	Inter-femmes Inc.	108 409 \$
14	X	0473-8938	Regroup'Elle	
Lanaudière			8	774 360 \$
15		0373-7715	Carrefour des femmes du Grand Lachute	137 931 \$
15		0445-0649	Centre des femmes de Saint-Eustache (La Mouvance)	134 733 \$
15		0611-9838	Centre Rayons de Femmes Thérèse-De-Blainville	117 495 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006/2007

QUESTION 8SS

Centres de femmes Exercices financiers 2005-2006

48

Region	Membre	No. org. subv.	Centres de femmes reconnus	Total des montants engagés
			en mission globale	2005-2006
15		0571-4027	La Colombe	125 420 \$
15		0473-8969	Le centre de femmes les unes et les autres Inc.	159 678 \$
15		0571-4050	Regroupement "Signé Femme" de la Vallée de la	137 162 \$
Laurentides			6	812 419 \$
16		0655-8522	Association Avante	75 886 \$
16		0404-2925	Centre de femme la moisson	123 935 \$
16		0445-0615	Centre de femmes Haut-Richelieu	119 311 \$
16		0625-5715	Centre de femmes La Marg'elle inc.	133 037 \$
16		0374-2350	Centre de femmes l'Eclaircie	124 025 \$
16		0445-0623	Centre de femmes l'Essentielle	123 878 \$
16	X	0628-6223	Centre Le Faré	132 917 \$
16	X	0281-7492	Com'femme	100 000 \$
16		0564-9017	D'main de femmes	119 251 \$
16	X	0634-8403	Entre Ailes Ste-Julie	101 319 \$
16		0362-6470	Entr'elles Granby inc.	126 851 \$
16	X	0370-9615	Inform'elle	119 292 \$
16		0337-5961	La collective par et pour elle Inc.	125 818 \$
16	X	0299-1560	Re-nou-vie	124 424 \$
16		0665-0899	Ressources-Femmes de la région d'Acton Vale	76 099 \$
16	X	0246-3123	Service d'entraide vie nouvelle (Le)	114 448 \$
Montréal			16	1 840 491 \$
Total régional			122	14 539 338 \$
Nat		0384-1194	L'R des centres de femmes du Québec	165 745 \$
Total national			1	165 745 \$
Total Nat et Régional			123	14 705 083 \$

(*) : LES CENTRES DE FEMMES QUI NE SONT PAS MEMBRES DE L'R DES CENTRES DE FEMMES SONT INDIQUÉS PAR UN X DANS LA COLONNE DE GAUCHE.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

49

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP126- CONDITION FÉMININE

Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2005-2006. Ressources financières prévues pour 2006-2007. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. Copie des critères de financement.

En 2005-2006, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a engagé 48,6 M\$ pour 109 maisons d'hébergement et de transition qui accueillent les femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Cette somme est récurrente annuellement et inclut le financement de leurs deux associations provinciales.

**ÉTUDE DE CRÉDITS 2006/2007
QUESTION 6SS**

**Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté
Exercices financiers 2005-2006**

Region	Membre	No. Fournisseur	Maison d'hébergement reconnues Transmission globale (Nom/Nombre)	Total des montants engagés (M\$) 2005-2006
01	R	0359-7002	Débrouille héberg. pour femmes	499 545 \$
01	R	0284-4751	Glogne	473 283 \$
01	R	0476-6598	L'Autre-Toit du KRTB	442 389 \$
		Total région 01	3	1 415 217 \$
02	R	0318-3332	Auberge de l'amitié Roberval	469 451 \$
02	F	0212-7348	Centre Amical de La Baie Inc.	528 838 \$
02	F	0217-5156	Centre féminin du Saguenay	448 229 \$
02	R	0371-4342	Maison d'acc. & héb. Chambrée	430 393 \$
02	R	0370-1186	Maison halte secours	378 950 \$
02	F	0281-7062	Passerelle (Alma) Inc.	451 361 \$
		Total région 02	6	2 707 222 \$
03	R	0233-5289	Mais. femmes Québec	492 847 \$
03	F	0318-3399	Mais. Hélène Lacroix	476 869 \$
03	R	0384-1228	Mais. la montée	444 344 \$
03	X	0682-7851	Maison communautaire Missinak	70 000 \$
03	F	0507-5478	Maison du Coeur pour femmes	444 750 \$
03	R	0427-6572	Maison héberg. femmes immigr.	474 718 \$
03	F	0241-2054	Maison Kinsmen-Marie-Rollet	505 653 \$
03	F	0488-8210	Mirepl, Maison d'hébergement	462 249 \$
		Total région 03	8	3 371 430 \$
04	F	0404-1521	F.A.R. (fam. acc. référence)	466 711 \$
04	R	0384-7001	Maison "De Connivence" inc.	446 266 \$
04	R	0660-4664	Maison d'hébergement la Voile-Face	446 266 \$
04	R	0512-7659	La Maison La Nacelle	436 043 \$
04	R	0286-3595	La Rose des vents de Drummond Inc.	446 265 \$
04	R	0429-6463	La Séjournelle	446 269 \$
04	R	0241-1965	Le Toit de l'amitié	446 269 \$
		Total région 04	7	3 134 089 \$
05	F	0221-7339	Escale Estrie	548 318 \$
05	R	0359-6996	La bouée région. Lac Mégantic	448 441 \$
05	R	0462-1710	Méridienne maison d'hébergem.	451 038 \$
05	F	0455-4333	Séjour la Bonne Œuvre	427 829 \$
		Total région 05	4	1 875 626 \$
06	F	0406-4408	Arrêt-source	435 641 \$
06	R	0282-0017	Assistance aux femmes de Mtl	477 877 \$
06	F	0403-8444	Auberge Madeleine	532 611 \$
06	F	0445-1385	Auberge shalom pour femmes	472 703 \$
06	R	0243-3654	Auberge transition	499 502 \$
06	X	0518-9170	Bouclier d'Athéna, serv. Famil.	435 169 \$
06	X	0311-5516	Cons. direc. l'armée du salut	576 320 \$
06	F	0338-9889	Dauphine Inc.	495 009 \$
06	X	0282-3219	Escale pour elle (Montréal)	464 548 \$
06	X	0444-8577	Foyer femmes autochtones Mtl	513 838 \$
06	F	0411-2074	Inter-Val 1175	496 270 \$
06	X	0646-0679	La rue des femmes de Montréal	547 821 \$
06	X	0445-0599	Logifem	547 430 \$
06	F	0474-7382	Mais. Dalauze c.héb. fem. viol	482 975 \$
06	X	0349-5199	Maison d'hébergement Anjou	505 997 \$
06	R	0248-5647	Maison du réconfort	471 084 \$
06	F	0422-2857	Maison Flora Tristan	513 323 \$
06	X	0562-4622	Maison grise Montréal	455 596 \$
06	X	0609-2043	Maison L'Océane	127 030 \$
06	X	0413-5745	Maison marquerite Montréal	463 892 \$
06	R	0338-9897	Maison secours aux femmes Mtl	467 841 \$
06	F	0625-2738	maisons de l'Ancre	455 596 \$
06	R	0243-3647	Multi-Femmes Inc.	500 073 \$
06	F	0339-2404	Parados	505 525 \$
06	X	0423-9760	Passages ressources pour F.	527 450 \$
06	X	0663-4539	Passerelle	105 710 \$
06	R	0318-3415	Refuge femmes l'Ouest de l'île	500 708 \$
06	F	0473-7490	Transit 24	495 187 \$
06	X	0169-5139	Y.W.C.A.	445 613 \$
		Total région 06	29	13 498 337 \$
07	F	0473-8886	Autre chez soi Inc.	421 307 \$
07	F	0275-3838	Centre Mechtild Inc.	458 616 \$
07	F	0473-8878	Entourelle	391 420 \$
07	X	0243-9289	Halte-femme Haute-Gatineau	246 621 \$
07	R	0850-9392	Maison héb. pr Elles 2 Vallées	394 744 \$
07	F	0444-8569	Maison Libère-Elles	461 465 \$
07	X	0281-7054	Maison unies vers femmes	446 963 \$
		Total région 07	7	2 819 136 \$
08	R	0320-9509	Alternative pour elles	548 109 \$
08	R	0329-6068	Mais. héberg. "Le Nid" Val d'Or	466 579 \$
08	R	0363-0415	Mais. Mikana	434 130 \$

ÉTUDE DE CRÉDITS 2006/2007
QUESTION 6SS

Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté
Exercices financiers 2005-2006

Région	Statut	Numéro	Nom	Montant
08	R	0573-7671	Maison d'hébergement Équinoxe	383 723 \$
Total région 08				4
09	R	0403-8485	La maison, le coin des femmes	460 440 \$
09	X	0630-6740	Mais. aide et héberg. Fermont	358 965 \$
09	R	0469-9781	Maison des femmes Bale-Comeau	448 138 \$
09	R	0461-4251	Maison l'amie d'elle	464 563 \$
09	X	0600-8494	Maison Anita Lebel (2ème étape)	62 448 \$
Total région 09				4
10	F	0459-2176	Maison d'hébergem. l'Aquarelle	480 656 \$
Total région 10				1
11	F	0411-9020	Le centre Louise-Amélie	449 213 \$
11	R	0505-4796	Mais. héberg. Émergence	436 302 \$
11	F	0445-0664	Mais. héberg. L'Aid'elle	447 501 \$
11	R	0473-8894	Maison aide et héb l'Accalmie	353 880 \$
11	X	0378-3560	Maison d'héberg. l'Orée Pabos	374 800 \$
Total région 11				5
12	R	0338-3817	GITEE INC.	503 948 \$
12	R	0298-5257	Havre des femmes	488 374 \$
12	R	0359-6988	Havre Éclaircie	526 619 \$
12	R	0342-6194	La Jonction pour elle inc.	504 570 \$
Total région 12				4
13	R	0714-8265	Maison de Lina	127 200 \$
13	R	0539-8809	Maison Esther	484 886 \$
13	R	0306-6982	Maison le Prélude inc.	540 642 \$
13	X		Bouclier d'Athéna	R-06
Total région 13				4
14	R	0339-2412	Maison d'accueil La Traverse	438 776 \$
14	F	0493-9633	Regard en elle	469 566 \$
Total région 14				2
15	F	0403-8489	Cité d'elle de Lachute (La)	446 302 \$
15	X	0266-4399	Maison d'accueil le Milan inc.	497 383 \$
15	R	0384-1210	Maison d'Arlane	466 299 \$
15	R	0339-2420	Ombre-elle, maison d'hébergem.	466 716 \$
15	R	0384-7019	Passerelle Hautes-Laurent	466 882 \$
Total région 15				5
16	F	0241-2039	Accueil pour elle (L')	524 764 \$
16	F	0402-9983	Carrefour pour elle	544 883 \$
16	R	0304-7487	Clé sur la porte maison d'héberg.	614 761 \$
16	R	0803-7949	Héberg.urg.viol.conj.Vaud.-Soul. (anciennement La Passerelle)	462 233 \$
16	R	0339-2446	Horizon pour elle	531 566 \$
16	R	0424-2491	M. d'hébergement la Re-Source	503 462 \$
16	F	0717-0079	Maison Alice Desmarais	143 011 \$
16	F	0473-7409	Maison hébergement pour elles	244 126 \$
16	F	0404-2735	Maison hébergement Simonne-M-C	481 670 \$
16	R	0318-3381	Maison Hine inc.	509 199 \$
16	F	0411-9715	Maison La Source du Richelieu	508 932 \$
16	F	0371-4417	Pavillon Marguerite Champlain	503 584 \$
16	F	0603-7170	Rés. Elle Haut St-Laurent	343 412 \$
Total région 16				13
17	X	0505-4804	Tungasuvik (Kuujuaq)	525 000 \$
17	X	0251-4065	Tunnavik (Kuujuaqapik)	144 277 \$
17	X	0606-2764	Intisak (Salluit)	372 000 \$
Total région 17				3
Total des régions				109
				48 375 527 \$
Nat	* F *	0425-3399	Fédération ressources hébergement pour femme	107 450 \$
Nat	* R *	0282-3177	Regroupement provincial maisons d'hébergement	152 459 \$
Total national				2
				259 909 \$
Total régional et national				111
				48 635 436 \$

(*) : Les organismes membres du " Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale " sont identifiés d'un " R ".

Les organismes membres de la " Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec " sont identifiés d'un " F ".

Les organismes membres d'aucun regroupement sont identifiés d'un " X ".

(**) : Les montants engagés auprès des organismes reconnus en mission globale comprennent également les montants versés en matière d'entente de service.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP127- CONDITION FÉMININE

Bilan des mesures appliquées en 2005-2006 pour sensibiliser les jeunes à la violence.
Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2006-2007.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport répondra à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

53

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP128— CONDITION FÉMININE

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Cette question est identique à la question 121. Voir RP121 pour la réponse.

SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
2006-04-20

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP129- CONDITION FÉMININE

Sommes accordées en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, sous réserve d'approbation des crédits, des sommes accordées pour le soutien aux organismes communautaires oeuvrant auprès des hommes violents. Liste détaillée des organismes.

En 2003-2004, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a versé 3 054 548 \$ aux 33 organismes communautaires qui interviennent auprès des conjoints violents. Cette somme inclut le financement de leur association nationale.

En 2004-2005, le MSSS a ajouté 1 M\$, portant ainsi leur financement à 4 054 548 \$ récurrent.

En 2005-2006, le MSSS a versé un total de 5,7 M\$ aux organismes intervenant auprès des hommes.

Voir ci-joint la liste des organismes intervenant auprès des conjoints violents et leur financement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

QUESTION 13SS

Organismes œuvrant auprès des hommes

55

2006-04-13 8:12
SBF.P200A

MSSS SYSTEME BUDGETAIRE ET FINANCIER

PAGE: 1

(EXERCICE FINANCIER 2005-2006)

Hommes en difficulté

Région	Org. communautaire	Montant 2005-2006
01 Bas St-Laurent	Cont. agress. conjug. (C-TA-C) Trajectoires hommes du KRTB	120,856.00 120,856.00
	Total de la région :	241,712.00
02 Saguenay-Lac Saint-Jean	Ass. can. Santé mentale Sague Cran... d'Arrêt	101,414.00 103,198.00
	Total de la région :	204,612.00
03 Capitale-Nationale	Autonhomie, cent. ress. cond. G.A.P.I. Ser. hommes impulsifs Charlev. + coeur d'homme	103,365.00 247,414.00 81,893.00 112,000.00
	Total de la région :	544,672.00
04 Mauricie Centre-du-Québec	Accord Mauricie inc. Chez-nous: entre hommes. Halte Bois-Francis. Homme Alter Halte Drummond	145,822.00 33,229.00 122,223.00 122,223.00
	Total de la région :	423,497.00
05 Estrie	MomentHom Seuil Estrie	2,044.00 155,936.00
	Total de la région :	157,980.00
06 Montréal	Accueil Bonneau Carrefour familial Hochelaga CRIPHASE Entraide pour hommes Montréal Group. Amorce Option: alternat. violen.conj. Pro gam Rése. hommes Québec (RHQ) S.A.C. serv. d'aide conjoints	97,668.00 43,524.00 38,268.00 79,041.00 44,857.00 282,123.00 312,123.00 58,000.00 273,896.00
	Total de la région :	1,229,500.00
07 Outaouais	Donnes-toi une chance L'Impact - Rivière Gatineau	119,249.00 148,897.00
	Total de la région :	268,146.00
08 Abitibi-Témiscamingue	Groupe image Abitibi-Témisc. Serv.aide trait.en appren.soci	89,478.00 76,061.00
	Total de la région :	165,539.00
09 Côte-Nord	Hommes Sept-îles Papiplus inc.	7,780.00 7,780.00
	Total de la région :	15,560.00
10 Nord-du-Québec	Réseau hommes QC Baie-James	76,800.00
11 Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Interface Baie des Chaleurs	31,091.00
12 Chaudière-Appalaches	Centre Ex-Equo Entr. masculin Côte-Sud Hommes à hommes Partage masculin-Beauce Serv. d'aide aux hommes agres. Vivre sans violence	5,000.00 113,011.00 113,851.00 55,859.00 110,109.00 101,029.00
	Total de la région :	498,859.00
13 Laval	Centre interv. délinquance sex. CHOC	19,533.00 396,267.00
	Total de la région :	415,800.00
14 Lanaudière	Cent. aide hommes de Lanaud. Parents-Unio, Repentigny	195,705.00 103,492.00

658

Hommes en difficulté

Région	Org. communautaire	Montant 2005-2006
14 Lanaudière	Total de la région :	299,197.00
15 Laurentides	A.C.C.R.O.C. Acc. coll. conjo. Paix prog. aide interv. inc.	184,120.00 121,975.00
	Total de la région :	106,095.00
16 Montérégie	AVIF (Act. viol.interv. fami.) CIVAS Montérégie Entraide pour hommes V.-du.-R. Maison Le Passeur Prog. rég. d'interven. mascul. Ress. pr hommes Haute-Yamaska Via l'Anse	128,943.00 80,000.00 124,382.00 120,059.00 144,449.00 129,454.00 122,030.00
	Total de la région :	849,317.00
	Total provincial :	5,728,377.00

... FIN DU RAPPORT ...

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP130- CONDITION FÉMININE

Copie de tous les documents relatifs aux grossesses précoces produits en 2005-2006.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a déposé sur son site Internet une information fort pertinente concernant la prévention des grossesses à l'adolescence à l'adresse suivante : http://www.msss.gouv.qc.ca/sujets/prob_sociaux/grossessesadolescence.html

Les thèmes abordés sont :

- La grossesse à l'adolescence : des chiffres (dont ceux officiels pour 2003)
- Les répercussions de la grossesse à l'adolescence
- Le rôle du jeune homme
- Résistances à l'utilisation de la contraception
- Les difficultés liées à la contraception
- Les mythes entourant la grossesse et la contraception
- Les interventions (dont les investissements du MSSS)
- La promotion de comportements sains et sécuritaires et la prévention des grossesses à l'adolescence
- Les services généraux de première ligne
- Le soutien aux adolescentes enceintes et aux jeunes parents
- Les ressources et divers liens informatifs.

La grossesse à l'adolescence : des chiffres

De 1980 à 1992, au Québec, le taux de grossesse des adolescentes a connu une hausse moyenne de 4 % par année. De 1992 à 1998, le taux de grossesse chez les jeunes filles de 14 à 17 ans est resté stable – entre 19 et 20 pour mille adolescentes, avant de diminuer pendant les cinq années suivantes pour s'établir à 16,6 pour mille adolescentes en 2003. Des données plus récentes ne sont pas actuellement disponibles.

Les interventions

De nombreuses actions sont menées par le réseau de la santé et des services sociaux, tant au niveau provincial, régional que local en collaboration avec des partenaires, dont ceux du réseau de l'éducation. Elles visent les objectifs suivants :

- promouvoir des comportements sexuels sains et sécuritaires et prévenir les grossesses chez les adolescentes.
- offrir du soutien au moment de la prise de décision concernant l'issue de la grossesse;
- soutenir les jeunes parents.

Actions conjointes du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

- Le programme *École en santé* : en implantation dans toutes les régions du Québec.

L'éducation à la sexualité s'effectue, pour une bonne part, par l'intermédiaire de l'école, dans le contexte des interventions menées selon l'approche *École en santé*. Une attention particulière est apportée auprès des jeunes à risque.

- En 2004-2005, le MSSS a investi 4 M\$ aux services préventifs qui s'adressent aux jeunes d'âge scolaire.
- Un montant de 11 000 \$ sert à produire et diffuser le magazine *Ça s'exprime*, en collaboration avec le Département de sexologie du Québec à Montréal pour habilitier, entre autres, le personnel enseignant à mener des interventions d'éducation à la sexualité.
- Un document *L'éducation à la sexualité* dans le contexte de la réforme de l'éducation aborde le respect de soi, la vie affective et amoureuse, les relations égalitaires et la prévention de l'exploitation sexuelle.
- Des services cliniques jeunesse existent dans presque toutes les régions du Québec et elles sont mises en place par les centres de santé et de services sociaux, en collaboration étroite avec le milieu scolaire et les organismes du milieu.
- Le MSSS a consenti un montant de 200 000 \$ pour soutenir la production et la diffusion de différents outils de sensibilisation axés sur l'éducation à la sexualité des jeunes (vidéocassette, pièce de théâtre, mise en place du site Élyza par l'Université du Québec à Montréal pour répondre aux questions des internautes sur la sexualité et en collaboration avec Tel Jeunes.
- Le MSSS a consacré environ 8,5 M\$ en vue d'accroître les services sociaux à la jeunesse, au cours des deux dernières années dans les services généraux de première ligne dont le soutien au développement des adolescentes et adolescents, la consultation psychosociale et l'intervention en situation de crise.

Le MSSS a aussi implanté en 2003 un programme d'accessibilité élargie dans les pharmacies à la contraception orale d'urgence (COU) pour un investissement de 525 000 \$. Dans plus de 10 % des cas, les services rejoignent les adolescentes.

Depuis avril 2005, les adolescentes québécoises peuvent s'adresser à des infirmières oeuvrant dans les CLSC et les milieux scolaire et communautaire pour obtenir une prescription de contraception orale (anovulants) pour une période temporaire de trois mois. Les répercussions positives seront de diminuer les grossesses non désirées et les interruptions volontaires de grossesse (IVG) chez les adolescentes, ainsi que de profiter des liens de confiance pour les éduquer à une sexualité préventive.

De plus, les adolescentes ont accès, comme toutes les femmes du Québec, aux services d'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Le taux d'IVG était de 12,6 pour 1000 adolescentes en 2003 ce qui représente une baisse par rapport aux années antérieures (ce taux était de 12,8 en 2002, de 13,8 en 2001 et 14,0 en 2000).

Depuis 2001, le MSSS alloue un montant de 2,7 M\$ récurrent pour améliorer l'accès à l'IVG.

Deux numéros du magazine "Ça s'exprime", qui s'adresse aux personnes intervenantes menant des activités d'éducation à la sexualité auprès des jeunes du secondaire, sont disponibles pour consultation au Secrétariat de la Commission des Affaires sociales

DÉMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP131- CONDITION FÉMININE

Bilan des mesures de soutien pour les mères adolescentes et ventilation des sommes qui y sont rattachées pour 2005-2006. Prévisions pour 2006-2007.

Ce dossier relève de la compétence du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et, dans certains cas, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Des renseignements sur le soutien aux adolescentes enceintes et aux jeunes parents sont déposés sur le site Internet du MSSS à l'adresse :

http://www.msss.gouv.qc.ca/sujets/prob_sociaux/grossesse_adolescence.html

- Des services destinés spécifiquement aux jeunes parents sont disponibles dans l'ensemble des Centres de santé et de services sociaux (CSSS) au Québec.

Ce soutien aux jeunes parents est offert dès la 12^e semaine de grossesse et se poursuit de façon intensive jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de cinq ans.

- Le MSSS investit environ 26 M\$ de façon récurrente afin de soutenir les jeunes parents.
- Depuis le début de l'implantation du programme de soutien aux jeunes parents, plus de 4000 jeunes familles reçoivent des services.
- Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux ont uni leurs efforts afin d'offrir une aide financière aux adolescentes enceintes en situation de dénuement qui bénéficient des services de soutien aux jeunes parents mais qui ne peuvent compter sur aucune ressource financière pour répondre à leurs besoins.

Les prévisions pour 2006-2007 ne sont pas disponibles.